



**Ministère des Eaux et Forêts, de
l'Environnement et du Développement
Durable**

Projet OIBT 392/06 rev2(F)

« Projet Régional d'Exploitation à Faible Impact dans les Pays du Bassin du Congo »

PRODUIT 1.2

« Etude de niveau de dépendance »



**Tropical
Forest
Foundation**

**Organisation
Internationale
des Bois
Tropicaux**



CONTENU

1.	INTRODUCTION	3
2.	OBJECTIF DU PROJET ET DE LA PRESENTE ETUDE	4
	2.1 Objectif du projet	4
	2.2 Objectifs de la présente étude	4
3.	INTERET DEMONTRE DANS LES COURS DIFFERENTS DE D'EFI	5
	3.1 La formation EFI dans le bassin du Congo	5
	3.2 Pratiques avant le projet PD 392-06R2 de OIBT	5
	3.3 Intérêt montré pendant le projet PD 392-06R2 de OIBT	6
4.	ANALYSE DES COUTS COMPLETES DU PROJET EN OPERATION	8
4.1.1	Scenario 1	8
4.1.2	Scenario 2	10
4.1.3	Conséquences des scénarios	12
5.	CENTRES DE FORMATION DANS D'AUTRES PAYS	13
6.	FONDATION TFF GABON	15
7.	INTERVIEW ET SONDAGE DES SPONSORS	16
8.	CONCLUSIONS	17

1. INTRODUCTION

L'objectif du projet PD 392-06R2 est de promouvoir l'aménagement forestier durable chez les entreprises forestières au Gabon et dans la région Centrafricaine à travers l'application des pratiques d'Exploitation à Faible Impact (EFI) dans lesquelles sont incorporées les considérations de la conservation de l'environnement, faune et flore.

Le projet vise à promouvoir l'adoption des pratiques d'aménagement forestier durable (AFD) et d'EFI avec comme objectif l'aménagement durable des forêts dans la région centrafricaine. Le projet compte accomplir cette tâche par la formation de forestiers et instructeurs dans l'application et la diffusion des méthodes d'AFD et d'EFI.

Les bénéficiaires du projet incluent les stagiaires – forestiers, surveillants, contremaîtres, opérateurs et instructeurs des pays du Bassin du Congo – dont on attend qu'ils appliqueront et propageront ces méthodes dans leurs patries. Les cours sont tenus au Gabon, mais accentueront l'adaptation des méthodes AFD / EFI aux autres forêts de la région.

2. OBJECTIF DU PROJET ET DE LA PRESENTE ETUDE

2.1 Objectif du projet

L'objectif du projet est de promouvoir l'aménagement forestier durable chez les entreprises forestières au Gabon et dans la région Centrafricaine par l'application des pratiques d'Exploitation à Faible Impact dans lesquelles sont incorporées les considérations de la conservation de la faune.

Deux objectifs spécifiques ont été identifiés pour ce projet :

- L'augmentation de la sensibilisation et la promotion de l'adoption de l'EFI dans la région par, entre autres, la démonstration des opportunités et de la faisabilité de l'EFI sous des différentes conditions.
- La délivrance et l'amélioration de la rangée complète des cours en EFI dans la région et la création d'une capacité de formation, incluant le renforcement des instituts de formation professionnelle.

C'est dans le cadre du premier objectif qu'est réalisée cette étude sur la faisabilité d'un centre de formation autonome.

2.2 Objectifs de la présente étude

La présente étude a comme objectif d'analyser les possibilités pour le centre de formation de continuer son existence et ses activités en autonomie. Elle interroge ainsi le bien-fondé de la création et la maintenance d'un centre de formation en techniques d'exploitation à faible impact. L'objectif est, entre autres, d'évaluer la manière dont le centre peut continuer d'exister.

Pour se faire l'étude est découpée en plusieurs sections. Les sections traitent l'intérêt du secteur bois-forêt en formation, les coûts de l'opération d'un centre, la faisabilité de la création d'autres centres dans le Bassin du Congo, une évaluation de l'assistance nécessaire pour les futures activités, le contact avec les sponsors et finalement l'analyse des coûts et de profits d'une formation.

Pour l'étude actuelle nous regardons au delà de la deuxième phase que nous considérons étant financée pour l'instant.

3. L'INTERET DEMONTRE DANS LES COURS DIFFERENTS DE D'EFI

3.1 La formation EFI dans le bassin du Congo

Plusieurs activités à petite ou moyenne échelle ont été entreprises pendant la dernière décennie dans le but d'améliorer les pratiques d'exploitation forestière en Afrique. Malgré quelques projets d'EFI spécifiques dans le passé, il n'a pas été possible de créer de l'élan pour changer l'exploitation conventionnelle en EFI sur une échelle plus large et plus structurée.

Quelques-unes des plus grandes entreprises internationales opérant dans le Bassin du Congo ont commencé de former leur personnel en planification correcte et en techniques spécifiques d'EFI comme l'abattage contrôlé. Ce changement d'attitude accompagne souvent les processus de certification de la gestion forestière durable, qui met un grand accent sur le renforcement des capacités et la formation des employés d'entreprise. Toutefois, ces activités ne sont pas visées consciemment sur l'amélioration de l'infrastructure pour le développement et la formation dans la gamme complète des concepts et techniques d'EFI.

Une évaluation des besoins a été complétée début 2005 (voir évaluation des besoins dans les propositions de projet PD 392-06R2. Dans le cadre de cette évaluation une mission a été réalisée au Gabon et Cameroun, et des informations ont été collectionnées en RCA, en RDC et au Congo. Cette évaluation démontre qu'à part l'éducation et la formation en sylviculture, aucun des instituts dans le Bassin du Congo n'offre de la formation professionnelle ou administrative en techniques d'exploitation, en planification ou en gestion.

TFF a préparé à travers un projet financée par l'USAID (2004-2005) et exécuté par FORM International des modules pour former des instructeurs dans les disciplines différentes qui seront de cette façon un outil important dans la création des capacités pour la région entière.

3.2 Pratiques avant le projet PD 392-06R2 de l'OIBT

Jusqu'en 2007 plusieurs sociétés ont été formées par FORM International, ONFI et par des instructeurs indépendants. Ci-dessous vous trouverez une description globale :

- Cinq sociétés au Cameroun ont reçu une formation d'EFI en abattage contrôlé, et en application et suivi des techniques générales par la gestion, dont quatre sociétés ont également suivi des cours de recyclage.
- Quatre sociétés au Gabon ont reçu une formation d'EFI, en abattage contrôlé, et en application et suivi de techniques générales de gestion, dont trois sociétés ont également suivi plusieurs cours de recyclage.
- Quatre sociétés dans la République du Congo ont reçu une formation d'EFI, en abattage contrôlé et en application et suivi de techniques générales de gestion, dont trois sociétés ont également suivi un cours de recyclage.
- Une société dans la République Centrafricaine a reçu une formation d'EFI en abattage contrôlé et en application et suivi de techniques générales de gestion.
- Plusieurs de ces sociétés ont également reçu de l'assistance dans la préparation pratique pour la certification, laquelle consistait en grande partie des matières d'EFI (planification, construction de routes, débardage).

Pendant ces projets il a été constaté que les sociétés sont très intéressées d'augmenter les capacités de leurs cadres et ouvriers pour améliorer la productivité et la sécurité du travail.

Pendant l'exécution des ces projets les instructeurs ont constaté les points importants suivants :

- Il manque encore de la connaissance des bases de l'EFI dans les sociétés ;
- Il manque encore de formations pratiques sur l'EFI dans les Universités, Ecoles supérieures et/ou aux autres institutions ;
- Les sociétés reconnaissent de plus en plus l'importance d'améliorer les méthodes d'exploitation pour des raisons sociaux (au niveau de la sécurité et de la santé), environnementaux (par rapport à la certification forestière et la gestion durable) et économiques (une augmentation de l'efficacité et du rendement).

3.3 Intérêt montré pendant le projet PD 392-06R2 de OIBT

Pendant le projet des formations en EFI ont été proposés aux employées d'entreprises forestières, aux élèves de l'ENEF et aux employées du ministère.

Le tableau ci-dessous montre le nombre de personnes formés par type de formation.

Type de formation	# de employées de sociétés	# étudiants ENEF	# formateurs futures
Inventaire	13		
Cartographie			
Planification des routes			
Construction des routes			
Abattage	68		
Tronçonnage au parc.	10		
Planification des débardages et sortie pieds	56		
Débardage	56		
Operations sur parc à bois	3		
Opérations post-exploitation	3		
Premiers secours			
Tropical Forest Foundation & Exploitation à Faible Impact		43	
Gestion Durable et Eco certification dans l'EFI		45	
Gestion Durable et Eco certification et le projet EFI dans le Bassin du Congo (Rappel pour Ingénieurs de Conception)		38	
Inventaire d'Exploitation		21	
Planification des routes, des pistes de débardage et de la sortie de pieds		11	
Réduction de l'impact de l'exploitation forestière sur la faune		10	
Formation en débardage			1
Formation en inventaire			1
Formation en abattage			8

De ce tableau il ressort que les sociétés montrent un fort intérêt dans les sujets traditionnels comme l'abattage et le débardage. Il en ressort aussi que les modules fournis à l'ENEF ont attirés beaucoup de participants.

Les sociétés sont intéressées à l'organisation des formations. Ceci est aussi prouvé par la contribution des sociétés à la réalisation des formations.

Les sociétés sont prêtes à contribuer € 300,- par jour de formation pour couvrir les coûts des formateurs étrangers.

Nous estimons que les sociétés sont prêtes à payer ce somme pour les formations aussi quand elles sont effectuées par les formateurs formés lors de ce projet. Notre estimation est chiffrée ci-dessous :

Formation	# de formations	Prix par semaine	Total des formations en € par année
Payement pour les formations			
Formation abattage (3 formateurs)	90	1.800	162.000
Formation débardage (1 formateur)	40	1.800	72.000
Formation inventaire (1 formateur)	30	1.800	54.000
Formation construction de routes (1 formateur)	20	1.800	36.000
Formation premiers secours (1 formateur)	10	1.800	18.000
Total			342.000

Dans le cadre du projet les sociétés ayant bénéficiés de la formation ont été approché pour donner leur avis sur l'exploitation. Ceci a été fait avec des questionnaires placées sur le web.

A travers ces enquêtes envoyés aux diverses groupes de participants aux formations, l'objectif est de connaitre comment les formations fournies ont été appréciées par les diverses participants. Les participants ont été regroupés en trois groupes, à savoir ; les étudiants de l'ENEF, les fonctionnaires et les employés d'entreprises.

Les questionnaires digitaux étaient placées sur internet à travers le logiciel Google documents. De cette facon un grand nombre d'intervenants ont été atteint.

Les résultats des enquêtes sont traités plus en détail dans le rapport sur le produit 1.4. Les enquêtes montrent tout l'intérêt dans les formations pratiquées.

4. ANALYSE DES COÛTS COMPLETES DU PROJET EN OPERATION

L'intérêt que les sociétés et l'ENEF ont montré dans la formation indique qu'un centre de formation a un rôle à jouer dans l'enseignement sur l'exploitation à faible impact. Le centre ne pourra pas toujours attendre des fonds venant de bailleurs de fonds pour financer ces activités. Il est important que le centre reçoive de la part des sociétés et de l'ENEF des paiements pour les formations.

Pour savoir si ceci est envisageable il est important d'évaluer quels seront les coûts d'un centre de formation autonome, nous avons analysés les coûts nécessaires pour faire fonctionner le projet PD 392-06R2.

Les frais entre coûts fixes pour le fonctionnement du bureau et les coûts variables liés aux formations effectuées ont été traités séparément.

Comme modèle de fonctionnement nous avons pris deux scénarios afin d'évaluer deux possibilités pour l'avenir du projet.

4.1.1 Scenario 1

Pour le scénario 1 le projet développe surtout des formations au sein des entreprises. Pour ce scénario le projet n'a pas besoin d'une forêt de formation. Les formations sont effectuées chez les sociétés et à l'ENEF. Les formations à l'ENEF seront ainsi automatiquement purement théoriques. Les formateurs sont embauchés au centre de formation. Pour certaines formations des formateurs sont engagés à titre temporaire parce que leur intervention ne sera demandée que ponctuellement.

De temps en temps des formateurs externes effectuent des formations de rappel pour maintenir le niveau des formateurs du centre de formation.

Analyse des coûts pour le fonctionnement d'un centre de formation sans forêt de formation				
Libellé	Cout par mois (CFA)	Nombre	Cout total (12 mois) en FCFA	Cout total (12 mois) en €
Personnel du projet				
Chef de projet	4.500.000	1	54.000.000	82.443
Formateur Inventaire	1.500.000	1	1.500.000	2.290
Formateur Abattage	700.000	3	25.200.000	38.473
Formateur Débardage / Construction de route	1.500.000	1	18.000.000	27.481
Formateurs temporaires	1.500.000	1	18.000.000	27.481
Chauffeurs	400.000	2	9.600.000	14.656
Cuisinier	250.000	1	3.000.000	4.580
Gardien	150.000	1	1.800.000	2.748
Total personnel			135.900.000	207.481
Bureau du projet				
Loyer	700.000	1	8.400.000	12.824
Eau / électricité	75.000	1	900.000	1.374
Amortissement équipement électronique	150.000	1	1.800.000	2.748
Entretien équipement	75.000	1	900.000	1.374
Connexion internet	100.000	1	1.200.000	1.832
Assurances	25.000	1	300.000	458

Analyse des coûts pour le fonctionnement d'un centre de formation sans forêt de formation				
Libellé	Coût par mois (CFA)	Nombre	Coût total (12 mois) en FCFA	Coût total (12 mois) en €
Total bureau			13.500.000	20.611
Appartement du projet				
Loyer	725.000	1	8.700.000	13.282
Eau / électricité	100.000	1	1.200.000	1.832
Entretien équipement électronique	150.000	1	1.800.000	2.748
Equipements de case	25.000	1	1.200.000	1.832
Connexion internet	100.000	1	300.000	458
Assurances	25.000	1	300.000	458
Total appartement			13.500.000	20.611
Véhicules du centre				
Entretien véhicules	100.000	2	2.400.000	3.664
Carburant	500.000	2	4.800.000	7.328
Pneus	700.000	2	16.800.000	25.649
Amortissement (an)	3.000.000	2	6.000.000	9.160
Assurance (an)	500.000	2	1.000.000	1.527
Total véhicules			31.000.000	47.328
Matériaux de formation				
Gants, pantalon de protection, casques etc.	200.000	1	2.400.000	3.664
Dépliants, guides, modules etc.	75.000	1	900.000	1.374
Totaux matériaux de formation			3.300.000	5.038
Grand total			166.200.000	253.740

4.1.2 Scenario 2

Pour le scénario 2 le projet développe les formations chez les entreprises, mais aussi les formations dans une forêt de formation. Dans la forêt de démonstration surtout les élèves de l'ENEF sont formés en tous les sujets de l'exploitation à faible impact, tandis que les employés des sociétés reçoivent toujours la formation sur leurs propres chantiers. Les formateurs sont embauchés du centre de formation. Pour certaines formations les formateurs sont engagés à titre temporaire parce que leur intervention ne sera demandée que ponctuellement.

De temps en temps des formateurs externes effectuent des formations de recyclage pour maintenir le niveau des formateurs.

Analyse des coûts pour le fonctionnement d'un centre de formation avec forêt de formation				
Libellé	Cout par mois (CFA)	Nombre	Cout total (12 mois) en FCFA	Cout total (12 mois) en €
Personnel du projet				
Chef de projet	4.500.000	1	54.000.000	82.443
Formateur Inventaire	1.500.000	1	1.500.000	2.290
Formateur Abattage	700.000	3	25.200.000	38.473
Formateur Débardage / Construction de route	1.500.000	1	18.000.000	27.481
Formateurs temporaires	1.500.000	1	18.000.000	27.481
Chauffeurs	400.000	2	9.600.000	14.656
Cuisinier	250.000	1	3.000.000	4.580
Gardien	150.000	1	1.800.000	2.748
Total personnel			135.900.000	207.481
Bureau du projet				
Loyer	700.000	1	8.400.000	12.824
Eau / électricité	75.000	1	900.000	1.374
Amortissement équipement électronique	150.000	1	1.800.000	2.748
Entretien équipement	75.000	1	900.000	1.374
Connexion internet	100.000	1	1.200.000	1.832
Assurances	25.000	1	300.000	458
Total bureau			13.500.000	20.611
Appartement du projet				
Loyer	725.000	1	8.700.000	13.282
Eau / électricité	100.000	1	1.200.000	1.832
Entretien équipement électronique	150.000	1	1.800.000	2.748
Equipements de case	25.000	1	1.200.000	1.832
Connexion internet	100.000	1	300.000	458
Assurances	25.000	1	300.000	458
Total appartement			13.500.000	20.611
Véhicules du centre				
Entretien véhicules	100.000	2	2.400.000	3.664
Carburant	500.000	2	4.800.000	7.328

Analyse des coûts pour le fonctionnement d'un centre de formation avec forêt de formation				
Libellé	Cout par mois (CFA)	Nombre	Cout total (12 mois) en FCFA	Cout total (12 mois) en €
Pneus	700.000	2	16.800.000	25.649
Amortissement (an)	3.000.000	2	6.000.000	9.160
Assurance (an)	500.000	2	1.000.000	1.527
Total véhicules			31.000.000	47.328
Matériaux de formation				
Gants, pantalon de protection, casques etc.	200.000	1	2.400.000	3.664
Dépliants, guides, modules etc.	75.000	1	900.000	1.374
Totaux matériaux de formation			3.300.000	5.038
Maintien des machines				
Entretien tronçonneuses	100.000	3	3.600.000	5.496
Amortissement (mois)	300.000	3	10.800.000	16.489
Entretien machines Caterpillar	1.500.000	2	36.000.000	54.962
Location machines	8.100.000	2	194.400.000	296.794
Assurance machines (an)	1.000.000	2	24.000.000	36.641
Total maintien des machines			268.800.000	410.382
Cases + centre de formation				
Entretien bâtiments en forêt	50000	1	600.000	916
Equipements de case	25.000	1	300.000	458
Entretien équipement électronique	150.000	1	1.800.000	2.748
Installation internet	1.500.000	1	18.000.000	27.481
Connexion internet	100.000	12	14.400.000	21.985
Total cases + centre			35.100.000	53.588
Personnel				
Conducteurs	250.000	2	6.000.000	9.160
Abatteurs	250.000	2	6.000.000	9.160
Cuisinier	100.000	1	1.200.000	1.832
Assurances			1.800.000	2.748
Total personnel			7.800.000	11.908
Ravitaillement				
Nourriture par participant (matin)	1.000	100	1.200.000	1.832
Nourriture par participant (midi)	1.500	100	1.800.000	2.748
Nourriture par participant (soir)	5.000	100	6.000.000	9.160
Total ravitaillement			9.000.000	13.740

Analyse des coûts pour le fonctionnement d'un centre de formation avec forêt de formation				
Libellé	Coût par mois (CFA)	Nombre	Coût total (12 mois) en FCFA	Coût total (12 mois) en €
Grand total			486.900.000	743.358

4.1.3 Conséquences des scénarios

Le deuxième scénario engendre plus de coûts comme les logements pour les étudiants et les formateurs, ainsi que leurs soins qui doivent être arrangés par le projet.

Surtout comme les formations dans la forêt de formation concernent les étudiants de l'ENEF, des financements seront nécessaires pour couvrir ces frais.

D'autres frais liés à la forêt d'instruction sont les formateurs sur place, les ouvriers et l'équipement. Ces frais seront également à couvrir par un financement extérieur bien que la société-hôte peut couvrir les coûts des ouvriers en échange pour la production faite par le projet.

Les frais à considérer pour les deux scénarios sont, entre autres, les frais de bureau, les frais de logement, les salaires du directeur du projet, les salaires des formateurs, les frais d'opération, l'entretien des véhicules et engins, et des équipements du bureau et de la maison.

Dans le tableau ci-dessous nous avons évalué les coûts des divers postes du projet, couvrant :

- Coûts et amortissement d'équipement, constructions et matériaux
- Coûts de biens de consommation
- Coûts de ressources humaines (gestion, instructeurs, cadres)
- Transport, logement et ravitaillement des participants
- Revenus possibles, comme vente de grumes produites ou soutien financier ou matériel (dons, facilités, équipement, etc.)

Concernant le coût nécessaire pour maintenir les machines et les installations pour le centre de formation chez un partenaire forestier, nous estimons les frais supplémentaires comme suit.

Il ressort de ces calculs que le maintien d'une forêt de formation nécessite des apports financiers supplémentaires. Juste les formations aux sociétés pourra faire fonctionner le centre sans besoins de fonds supplémentaires. Vu le fait qu'il s'agit ici de l'enseignement il paraît logique que ces apports supplémentaires viennent de l'état Gabonais.

5. CENTRES DE FORMATION DANS D'AUTRES PAYS

Les communications avec les diverses sociétés du secteur forêt bois et aussi leur syndicat (UFIGA / IFIA) nous a montré que les sociétés ont un fort intérêt dans les formations offertes par le centre de formation.

Cet intérêt n'existe pas seulement au Gabon, mais également dans les autres pays du bassin du Congo. L'idée du projet PD 392-06R2 de créer des centres de formation dans d'autres pays du bassin du Congo est donc pertinent.

De la même source d'information il est aussi apparu que les sociétés ne veulent pas envoyer leurs employés dans un centre de formation. Les raisons pour cette réticence sont variées;

- Les coûts de transport de plusieurs employés sont beaucoup plus élevés que celles d'un formateur ;
- Les employés apprennent des techniques dans une autre situation que celle dans laquelle ils travaillent ;
- Les sociétés ont peur que la combinaison du voyage et la formation incite les employés à chercher un emploi ailleurs ;

Ces sentiments sont sentis au Gabon comme aussi dans les autres pays, et le projet doit s'adapter à cette situation. Il en ressort que pour les sociétés forestières le projet n'a pas besoin d'acquiescer une forêt de formation.

La nécessité d'une forêt de formation peut par contre exister pour former les étudiants de divers écoles et universités. D'un autre côté ces étudiants peuvent aussi faire des stages d'insertion chez des sociétés forestières et se familiariser avec l'exploitation forestière pendant ce stage. Ceci peut être préférable si l'entreprise en question pratique l'EFI dans tous ces aspects.

Pour le projet il sera le plus intéressant de créer des filiales dans des pays voisins et de former des formateurs qui peuvent couvrir les formations dans le pays en question. La création des centres doit obligatoirement commencer avec la formation des formateurs, et puis, le moment qu'il y a des formateurs confirmés, la création des centres.

La question primordiale est celle du timing. Il peut être demandé si il est temps d'ouvrir un deuxième centre. Le centre au Gabon n'est pas encore mûre. Des formateurs ont été formés mais le cadre officiel dans laquelle ils doivent fonctionner n'est pas encore établi. Le projet OIBT 392/06 rev. 2 (F) n'a pas fonctionné assez de temps pour avoir un statut légalisé de fondation ou d'ONG. Aussi le nombre de formateurs qui ont pu être formés doit encore être augmenté pour avoir un centre qui peut fonctionner de manière autonome.

Il est donc envisageable que l'ouverture de dépendances dans les autres pays va obliger le projet de partager trop le temps et les moyens entre un centre qui est bien en route et les nouvelles initiatives. Nous préférons donc de capitaliser le centre de formation au Gabon et de former de formateurs venant d'autres pays. Une fois que ces personnes sont formés et confirmés avec eux les centres satellites peuvent être ouverts dans le bassin du Congo.

Une deuxième question concernant les centres dans les autres pays est de savoir si elles doivent être affiliées à des organisations de formation publiques ou à des organisations de formations privées. Nous avons rencontrés des exemples de centres de formation dans des pays voisins qui seront des partenaires possibles pour l'extension du projet (CRESA au

Cameroun et le CES au Congo). CRESA a été contacté mais aucune réaction n'a pu être reçue.

Le CES a déménagé du Congo au Cameroun. Cette organisation est intéressée pour coopérer. Leur point focal d'expertise est par contre surtout le social.

L'agence d'exécution a pris contact aussi avec d'autres organismes qui offrent des formations pratiques concernant l'exploitation forestière. La plus importante de ces organisation est ONF International. ONF International est très intéressé pour être intégrés dans des phases futures du projet et pour assister à mettre en place le centre Gabonais. L'intégration d'ONFI amène aussi des années d'expérience dans les formations pratiques. ONFI est basé dans plusieurs pays dans le bassin du Congo, entre autre au Gabon et au Cameroun.

Les contacts pris avec ONFI font l'objet du rapport sur le produit 2.4 spécifiquement consacré à cette activité.

6. FONDATION TFF GABON

Pendant le début du projet PD 392-06R2 des discussions ont eu lieu entre différentes partenaires sur la création d'une structure juridique pour le projet. Cette structure n'a pas encore été créée, mais il reste important de le faire.

Il n'est pas encore claire quelle forme de l'entité juridique pourra être choisi pour le centre de formation. Le plus facile à créer est probablement un SARL. Mais le but lucratif d'un SARL correspond moins bien avec le statut idéologique d'un centre de formation.

Nous avons étudié les diverses options pour une structure juridique. Il est possible de créer une ONG, une Fondation ou une représentation Gabonaise d'une organisation internationale.

Les détails, les coûts et les délais pour les diverses possibilités ne sont pas encore connus. Des études plus approfondis sont nécessaires.

7. INTERVIEW ET SONDAGE DES SPONSORS

Le projet a contacté plusieurs bailleurs de fonds pour voir s'il est possible que ces bailleurs financent le projet ou des parties du projet.

Le projet a pris contact avec l'ambassade de France qui a dirigé le projet vers la soumission d'une proposition de projet dans le cadre de la conversion de dette. La conversion de dette est un programme du gouvernement Française dans laquelle pour chaque montant de la dette du Gabon à la France remboursé, un montant est réservé pour l'exécution des projets. La proposition soumise à été retenu par le gouvernement du Gabon comme un des projets potentiels. Cette proposition est actuellement dans le cycle d'analyse.

L'ancien Bailleur USDA a aussi été contacté pour voir quelles sont les possibilités d'obtenir des fonds pour le projet RIL. L'USDA se concentre actuellement sur d'autres types de projet et le RIL ne peut donc pas être subventionné.

Pour le FAO une proposition a été élaborée pour obtenir des fonds qui peuvent couvrir une phase intérimaire entre la phase actuelle et la prochaine phase du projet. Malheureusement pour le FAO le projet devait être lié au programme FLEGT. Bien que les formations concernant le FLEGT fussent incluses dans la proposition ce projet n'a pas été retenu.

L'OIBT a été contacté pour savoir si le projet peut soumettre une deuxième phase comme il a été prévu. L'OIBT a paru favorable à l'idée. Une proposition pour une deuxième phase est en cours de développement

8. CONCLUSIONS

Il existe un grand intérêt dans les formations pratiques dans le Bassin du Congo. Le projet PD 392-06R2 répond à cet intérêt avec les diverses formations offertes et avec la création de la capacité de formation.

Il est important que les atouts du projet soient pérennisés dans un centre de formation capable d'être financièrement autonome. Cette indépendance financière dépendra fortement du modèle choisi pour le centre de formation.

Si le centre a comme seul objectif de former les employés et cadres de sociétés forestières elle pourra fonctionner de manière autonome dès que la capacité de formation Gabonaise sera complète.

Etendre les activités de ce centre à la formation en entreprise et à la formation scolaire et universitaire (élèves et étudiants des écoles de la filière forêt) répond davantage aux enjeux qui doivent relever les Pays du Bassin du Congo, cependant, des financements complémentaires seront nécessaires à son fonctionnement et la contribution de l'état Gabonais paraît logique.

Il existe de bonnes possibilités d'extension du centre de formation dans d'autres pays dans le bassin du Congo. La demande pour les formations est aussi élevée dans les pays voisins qu'au Gabon. La formule à choisir pour les centres dépendra sur la nécessité d'inclure la formation des étudiants dans des forêts de formation.